**L'inflation (2)**

***Par Jean-Pierre TESTENOIRE***

**1. Les causes de l'inflation**   
Les explications conjoncturelles   
Les explications structurelles   
Les explications monétaires   
**2. La mesure de l'inflation**   
L'indice des prix   
Les limites de l'indice des prix :   
La mesure du pouvoir d'achat.   
**3. Les conséquences de l'inflation**   
[Les effets à court terme](file:///C:\Users\Simon\Documents\CERPEG\ressdiscipl\economie\ecogene\inflation2.htm#CT)[Les effets à long terme](file:///C:\Users\Simon\Documents\CERPEG\ressdiscipl\economie\ecogene\inflation2.htm#LT)**4. Les politiques de lutte contre l'inflation**   
[La régulation conjoncturelle](file:///C:\Users\Simon\Documents\CERPEG\ressdiscipl\economie\ecogene\inflation2.htm#Conjoncture)[La régulation structurelle](file:///C:\Users\Simon\Documents\CERPEG\ressdiscipl\economie\ecogene\inflation2.htm#Strcturel)**Pour aller plus loin**  
[Webographie et bibliographie](file:///C:\Users\Simon\Documents\CERPEG\ressdiscipl\economie\ecogene\inflation2.htm#Webographie)

L'inflation est le résultat d'un déséquilibre sur le marché des biens et services, c'est-à-dire entre l'offre et la demande, qui se manifeste par une hausse durable du niveau général des prix. Cette hausse se traduit par une baisse de la valeur de la monnaie qui perd ainsi une partie de son pouvoir d'achat.

Les effets de l'inflation sont globalement négatifs en terme de croissance et d'emploi. Compte tenu de la mondialisation et de l'ouverture de l'économie française, notamment sur l'Union Européenne (qui absorbe 60% de notre commerce extérieur), l'État engage des politiques (conjoncturelles et structurelles) de lutte contre l'inflation (ou politiques anti-inflationnistes) dirigées simultanément vers l'offre (afin de favoriser les conditions de production des entreprises) et vers la demande (pour rendre compatible la croissance des revenus avec l'augmentation des capacités productives de l'économie nationale).

**3. Les conséquences de l'inflation**

Ces effets sont de natures différentes selon la capacité de financement des agents et selon la période analysées. On distingue généralement les effets à court terme et les effets à long terme

**3.1 Des effets contrastés à court terme**

Selon la capacité des agents on distingue trois types d'effets (plutôt micro économiques) à court terme de l'inflation :

* **L'inflation allège les dettes des agents**. En effet la charge de remboursement d'un emprunt à taux fixe (les mensualités de remboursement d'un ménage par exemple) devient moins lourde à supporter dans un contexte de hausse des prix et des salaires (comme en France entre 1975 et 1982). Les agents les plus endettés (l'État) ont donc intérêt, provisoirement à « laisser filer » l'inflation. *On notera cependant, que sur le long terme le développement de l'inflation, non accompagnée de hausse des salaires, réduira le pouvoir d'achat* **.**

|  |
| --- |
| **Illustration :**  Soit un ménage disposant d'un revenu mensuel de 1500 € et contractant un emprunt (à taux fixe) sur 10 ans pour 120 mensualités de 150 €. Le remboursement représente donc 10% des revenus du ménage. Cinq ans après l'inflation cumulée est de 10% (soit un taux annuel de 1,6% approximativement) et par hypothèse le revenu du ménage a augmenté dans les mêmes proportions. Le remboursement ne représente plus que 9% du revenu, soit 150 € sur 1650 € de revenu. Ce ménage est donc gagnant (pour l'instant) grâce à l'inflation. |

* **L'inflation modifie la structure des revenus** et accroît l'inégalité entre les ménages à revenus élevés et les autres. En effet, le revenu direct des ménages à revenu élevé est composé des revenus du travail mais aussi des revenus du capital (intérêts perçus des placements sur livrets ou en obligations, et dividendes des actions détenues). En période d'inflation les taux d'intérêt ont tendance à s'élever (pour continuer à offrir un placement rémunérateur aux épargnants-investisseurs) **(1).** Les ménages à haut pouvoir d'achat peuvent donc profiter de l'augmentation du revenu de leurs placements. A l'inverse les ménages à revenu modeste ne peuvent guère épargner. Ils ne profitent donc pas de cette opportunité et au final l'écart entre les revenus directs s'accroît, compte tenu du différentiel de croissance des revenus, lié au rendement de l'épargne.

|  |
| --- |
| **Illustration :**  Soit un ménage X disposant de 7500 € de revenu mensuel (5000 € de revenus du travail et 2500 € de revenus de placement rémunéré) et un ménage Y disposant d'un revenu mensuel de 1500 €. L'écart de revenu entre ces deux ménages est donc de 1 à 5.  Le ménage X épargne 33 % de son revenu mensuel, mais le ménage Y ne peut pas épargner.  Cinq ans après, l'inflation cumulée est de 10%. Les revenus du travail ont suivi cette progression, mais le taux d'intérêt est passé de 5 à 6% (soit + 20%)  Le revenu du ménage X est désormais de 8500 € : 5500 € de revenu du travail et 3000 € de revenu de l'épargne *(sans compter ici le revenu d'épargne supplémentaire lié à l'augmentation de la valeur épargnée*). Le revenu du ménage Y est passé à 1650 €  L'écart de revenu entre ces deux ménages est donc désormais de 5,15. L'écart s'est donc accru, en raison de la rémunération supérieure de l'épargne. |

* **L'inflation tend à réduire la croissance** et modifiant l'arbitrage entre revenu et consommation. La hausse du taux d'intérêt dissuade l'emprunt (réduit les achats à crédits des ménages les moins fortunés) et incite à l'épargne (pour les ménages qui peuvent épargner). La consommation, qui est l'un des moteurs de la croissance (la demande adressée aux entreprises tire la production), tend à se ralentir, entraînant avec elle la réduction du taux de croissance de l'économie nationale. Contrairement aux deux effets précédents, il s'agit là d'un effet macro économique qui a de graves conséquences sur le long terme.

**3.2 De graves effets sur le long terme**

On distingue des effets de système (ou d'environnement) et des effets macro économiques durables sur la compétitivité, la croissance et l'emploi.

* **En termes d'environnement** l'inflation réduit la capacité de prévision économique des agents (ou horizon temporel), accroît le risque, et provoque de l'auto-inflation. Faute de capacité à prévoir l'évolution des prix sur le moyen terme, les entreprises reportent leurs projets non stratégiques, compte tenu de l'incertitude des conditions de rentabilité future des projets d'investissement. Cependant des opérations ne peuvent être repoussées (dans le domaine des transactions sur les matières premières ou sur les produits agricoles par exemple). Dans ce cas l'entreprise s'assure en versant une prime de risque (liée à l'évolution du prix d'un contrat à terme libellé dans une devise fluctuante par exemple). Le coût de cette prime de risque est naturellement reporté sur le prix de vente final, ce qui entretient l'inflation (phénomène « *d'auto inflation* », similaire à l'effet produit, au niveau mondial, par les achats de précaution lors de l'annonce d'une prochaine hausse des cours.
* **En terme macro économique** les conséquences sont plus perceptibles. En effet, en raison de l'internationalisation croissante de l'économie (par le rôle du marché unique au sein de l'Union Européenne mais aussi par les règles de l'OMC par exemple) l'inflation altère la compétitivité de l'économie nationale, réduit la croissance économique, accroît le chômage, et entraîne la dépréciation de la monnaie nationale sur le marché des changes (dépréciation de la devise).

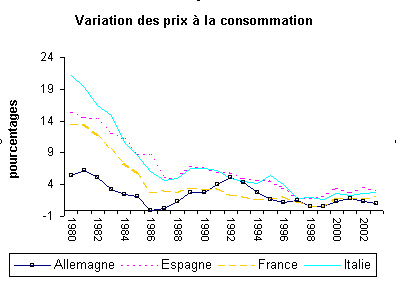
La compétitivité de l'économie nationale (la capacité à accroître ses parts de marché) se mesure :

* soit par sa capacité à produire des biens (et services) comparables à ceux produits par l'étranger à des prix plus faibles. C'est la *compétitivité-prix ;*
* soit par sa capacité à produire des biens (et services) supérieurs (par la qualité, la technologie ou les services liés aux produits, à un prix plus élevé, mais a priori justifié aux yeux de l'acheteur. C'est la compétitivité « hors prix » ou la *compétitivité-produit*.

Or l'inflation réduit simultanément ces deux formes de compétitivité de l'économie nationale.

A) L'inflation réduit la compétitivité-prix

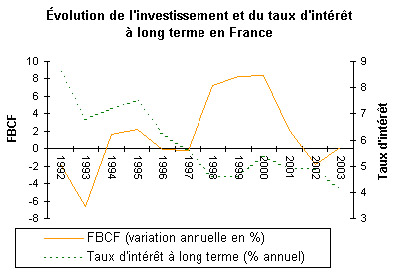
(*Source* *: la documentation française)   
Figure 4 : La réduction du différentiel 'inflation*



En France, 5 millions d'emplois (22 % de la population active totale) dépendent directement ou indirectement des exportations **(2).** 50% de la production industrielle française est aujourd'hui exportée, et le marché industriel domestique est désormais alimenté à hauteur de 40% par les importations **(3** ). En cas d'inflation durable, le prix des produits français devient plus élevé que celui des concurrents pour un produit similaires (l'Allemagne par exemple qui est le premier client et le premier fournisseur de la France) De ce fait, les clients étrangers se détournent des produits français, pour acheter à un meilleur prix dans d'autres pays. En conséquence la croissance du marché des entreprises exportatrices diminue. Les firmes commencent d'abord par reporter leurs projets d'embauche, puis finissent par licencier. Du coup la consommation des ménages touchés diminue, ce qui entraîne une baisse de la demande adressée aux entreprises, qui a leur tour…. C'est ainsi que, le *différentiel d'inflation* entre la France et l'Allemagne, défavorable à la France de 1960 à 1990 *(figure 4)*, explique partiellement que l'Allemagne soit devenue sur cette période le second exportateur mondial, avec 9 % des exportations mondiales de biens et services en 2003 (**4**).

B) L'inflation réduit la compétitivité-produit

*Figure 5 : le lien taux d'intérêt -'investissement*



Avec l'inflation, le taux d'intérêt augmente, ce qui renchérit le coût des investissements des entreprises. Le niveau des investissements est donc inversement proportionnel au taux d'intérêt. Plus le taux est élevé, plus les investissements sont faibles, et réciproquement *(figure 5).* Un pays qui connaît une forte inflation durable perd donc du terrain par rapport à la concurrence qui peut continuer à se moderniser.

Les produits deviennent moins compétitifs, se vendent moins, donc les parts de marché régressent, la croissance ralentie et le chômage progresse.

C) L'inflation déprécie la monnaie sur le marché des changes

Sur le marché international des monnaies nationales, *le marché de changes*, la valeur de la monnaie dépend aujourd'hui de la compétitivité de l'économie nationale représentée par cette monnaie. Les investisseur recherchent des monnaies stables *(« monnaies refuges* ») c'est-à-dire qui ne sont pas susceptibles à court terme de perdre de la valeur en l'échangeant contre une autre monnaie. Les investisseurs préféreront acheter la monnaie d'une économie à fort taux de croissance durable, avec peu d'inflation et peu de chômage. C'est ainsi que le Franc a perdu 3 fois sa valeur rapport au D. Mark en 30 ans. Alors qu'en 1960 il fallait 1 Franc pour acheter un Mark, il en fallait 3,35 en 1997 !

**4. Les politiques de lutte contre l'inflation**

Depuis un quart de siècle, les politiques mises en oeuvre au début des années 1980 ont réussi à vaincre l'inflation. On est donc passé d'une politique active de lutte contre l'inflation (politique de « *désinflation compétitive* » des années 1980 ;) à une politique passive depuis 2000 et le passage à l'Euro, destinée à éviter le retour (toujours possible) de l'inflation

En fonction des causes (conjoncturelles et structurelles, et monétaires) on distingue essentiellement deux formes de politique anti-inflationniste. Les politiques conjoncturelles (les années 80) et les politiques structurelles, (mises en place au début des années 90), désormais formalisées dans l'Union Européenne avec les critères de Maastricht (décembre 1991), repris dans le Pacte de Stabilité et de Croissance (le PCS d'Amsterdam de juin 1997) confortées par le statut d'indépendance (unique parmi les grandes banques centrales) de la Banque Centrale Européenne (la BCE).

**4.1 La régulation conjoncturelle**

Ce sont les mesures mise en oeuvre par la puissance publique pour réduire rapidement la croissance des prix, principalement en cherchant à freiner les mécanismes budgétaires et monétaires de propagation de l'inflation.

Ces politiques s'appuient sur deux instruments.

A) La politique budgétaire. Elle cherche à contenir la demande globale par l'État :

- En réduisant le déficit budgétaire ; d'abord par la croissance des recettes publiques (par l'impôt dans les années 1980, ce qui réduit le revenu net disponible des ménages) ; puis par la réduction des dépenses de l'État, particulièrement depuis les années 1995 : privatisations, décentralisation, mise en concurrence des monopoles publics.

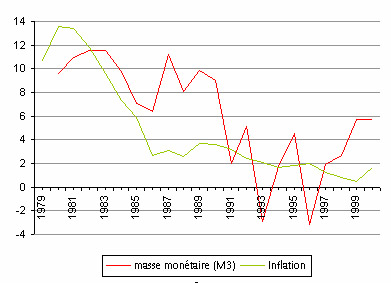
- En modifiant le financement du déficit budgétaire par le financement non monétaire (non bancaire) du déficit public grâce à l'appel à l'épargne sur le marché financier (grâce à l'émission de bons du trésor par exemple).

|  |
| --- |
| **Explications**  Le financement par les banques est inflationniste car la banque offre des moyens de paiement alors que la contrepartie réelle n'est pas encore crée *(voir les causes monétaires dans la 1° partie).* A l'inverse le financement sur les marchés financiers (le marché des capitaux ou la bourse des valeurs) n'est pas inflationniste car les agents apportent leur épargne (celle des ménages qui achètent des actions ou obligations par exemple). Or cette épargne provient des revenus correspondant à une création de richesse antérieure. Autrement dit la richesse, et la monnaie correspondante, sont déjà créées. Le marché bancaire (ou monétaire) crée de la monnaie, alors que le marché financier (dans les opérations de financement) ne fait qu'utiliser une monnaie déjà existante. Il n'y a donc pas ici de risque inflationniste.  Ce passage du financement de l'économie par les banques (dit « *économie d'endettement* ») au financement par le marché financier (appelé « *économie de finance directe* ») correspond à la « *désintermédiation bancaire* » et explique notamment l'envolée des principales bourses depuis les années 1980. |

B) La politique monétaire. Elle cherche à contrôler la quantité de monnaie (ou de liquidité) en circulation ( *Figure 6*) :

* par la manipulation du taux d'intérêt (une hausse du taux d'intérêt réduit la consommation ;
* par l'imposition d'un coefficient de réserve obligatoire (de l'ordre de 2% selon la nature des fonds) des réserves des banques auprès de la banque centrale (les fonds ainsi gelés deviennent « *des fonds non prêtables* ») ;
* par la politique d'achat (au jour le jour) de la banque centrale de titres (effets de commerce) détenus par les banques (politique «*d'open market* » ou de réescompte). En refusant d'acheter ces titres (acquis par les banques auprès de leurs entreprises clientes), la banque centrale refuse de fournir de la liquidité aux banques, ce qui les contraint, provisoirement, à refuser du financement à leurs clients.

*Figure 6 : Le lien entre masse monétaire et inflation*



**4.2 La régulation structurelle**

Ce sont des mesures à plus long terme destinées à supprimer les causes durables de l'inflation.

Il s'agit donc de contrôler la demande, de favoriser l'offre, et d'inscrire cette politique dans un cadre européen.

A) Du coté de la demande, l'importance du chômage réduit « naturellement » les revendications à la hausse des salaires. Mais l'État peut émettre un signal « modérateur » par la proposition de normes non inflationniste de progression des revenus du travail ; dans la gestion des salaires dans la fonction publique par exemple (augmentation moyenne des traitements inférieure à l'inflation depuis 2002), comme par l'augmentation du SMIC sans rattrapage au delà de l'inflation (*politique d'austérité salariale*). De même la non revalorisation de certaines prestations sociales (les bourses d'étudiants par exemple) pèse sur le pouvoir d'achat des ménages et donc tend à freiner la progression de la demande.

B) Du côté de l'offre, les pouvoirs publics cherchent à favoriser la compétitivité des firmes par trois moyens :

* la réduction des contraintes financières qui pèsent sur les entreprises, soit par des allégements fiscaux (baisse du taux de l'IS de 50 à 35 % en 20 ans), soit par des incitations fiscales (investissements défiscalisés) soit par des allégements de charges sociales (pour les bas salaires jusqu'à 1,4 fois le Smic) ;
* la restauration du rôle du marché, en introduisant plus de concurrence, ce qui permet de lutter contre la hausse des prix. D'ou la déréglementation, les dénationalisations, l'ouverture à la concurrence de secteurs autrefois protégés (téléphonie, énergie…) et des frontières (Union Européenne), comme le renforcement de la coopération internationale (OMC) ;
* l'assouplissement des contraintes légales et réglementaires qui encadrent le droit du travail et le droit social, soit par la modification de la loi (la réforme des 35 heures par exemple) soit par l'extension du champ d'application des accords de branches et d'entreprises, qui permet de « flexibiliser le droit » et de l'adapter à des situations économiques particulières.

C) Au niveau européen, les critères de Maastricht faisait de la maîtrise de l'inflation l'une des quatre conditions essentielles du passage à l'Euro (les taux d'inflation des pays candidats dans les deux années précédant le passage à l'Euro ne devaient pas être supérieur de1,5 point à la moyenne des trois taux d'inflation les plus faibles dans l'Union). Cette condition est désormais reproduite, (sous une autre forme) dans le pacte de stabilité d'Amsterdam.

De plus la mission et le statut d'indépendance de la BCE font de celle-ci la gardienne (sans contrôle) de la stabilité des prix. Contrairement à la Banque Centrale des États-Unis (la FED), la BCE n'est responsable que de la stabilité des prix, sans autre contrainte que d'informer la commission, alors que la FED doit gérer la stabilité de la monnaie *au bénéfice de la croissance*, et qu'elle doit rendre compte de ses actions devant le Congrès, qui peut destituer son directeur .

|  |
| --- |
| « L'objectif principal du SEBC est de maintenir a stabilité des prix. *Sans préjudice de la stabilité des prix*, le SEBC apporte son soutien aux politiques économiques générales dans la communauté, en vue de contribuer à la réalisation des objectifs de la communauté » (Art.105 du T. de Maastricht). |

En résumé, par la réduction des charges et des contraintes sur les entreprises, par la pression sur la demande des ménages, et par l'ouverture à l'international, les autorités publiques cherchent :

* à favoriser le rétablissement du taux de marge et de profit des entreprises, source de futurs investissements et signe de retour à la compétitivité industrielle ;
* à favoriser les gains de parts de marchés étrangers, par un différentiel d'inflation favorable (prix plus faible que les produits similaires étrangers), signe du retour à la compétitivité prix.

Au total la politique de désinflation compétitive s'inspire des théories libérales d'inspiration monétariste, dont l'extension aux effets bénéfiques sur l'emploi n'est pas - encore ? - démontré (voir le «théorème » de Schmidt).

**5. Pour aller plus loin (2)**

**Webographie (2)**

**(1)** Ce qui explique, à l'inverse qu'en période de très faible inflation, les taux d'intérêt aient tendance à baisser, comme le montre l'évolution du taux du livret A (la caisse d'épargne) et des prêts immobiliers (associée dans ce cas à la forte hausse du prix de l'immobilier).  
**(2)** Ministère de l'économie te des finances   
<http://www.missioneco.org/economie/documents.asp?Rub=20&F=PDF&Num=60582>**(3)** Le poids du commerce extérieur dans l'économie française   
<http://www.commerce-exterieur.gouv.fr/omc/mode_emploi/fiches/fiche1.htm>**(4)** Les graphiques (à jour jusqu'en 2003) de la documentation française   
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/revues/pe/graphiques/international/14xm.shtml>La liaison entre croissance et inflation   
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/revues/pe/graphiques/relations/croinf.shtml>La liaison entre l'inflation et le chômage   
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/revues/pe/graphiques/relations/pxcho.shtml>

**Le rôle des banques centrales**

Policy-Mix et indépendance des banques centrales, Pierre Villa  
<http://www.cepii.fr/francgraph/publications/ecointern/rev61/rev61c.htm>

**Vu dans les académies :**

**Pistes d'activité pédagogiques à adapter pour les élèves**

Académie d'aix Marseille   
<http://www.ses.ac-aix-marseille.fr/prodacad/evaluation/sujets/bac/oral/7_etat/7_html/2002_e_eds_3.htm>

Académie de Bordeaux   
<http://www.ac-bordeaux.fr/Etablissement/SudMedoc/ses/1998/codesinf.htm>

Académie de La réunion   
<http://www.ac-reunion.fr/pedagogie/ses/sujets1/Bac98/commun/S-poupub02.html>

Académie de Nice   
<http://www.ac-nice.fr/ses/mag/inflation.htm>

Académie de Lyon   
<http://www2.ac-lyon.fr/enseigne/ses/exos_docs/terminale/10-politiques/t10qs3.pdf>

**Bibliographie (2)**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Titre** | **Editeur** | **Auteur** |
| La politique de l'euro | Repère Poche, La découverte | Agnès Benassy-Quéré, Benoit Coeuré |
| La règle et le choix | Seuil | Jean- Paul Fitoussi |
| Euro et gouvernance économique | Les cahiers français n° 319, 04/ 2004 |  |
| Et si la BCE intervenait ? | Pb économiques n° 2848, 03/ 2004 | P Artus & J Teiletche |
| Le coût actuel et passé de la désinflation | EcoFlash N° 139, 06/ 1999 |  |
| Les déterminants de l'inflation en France | Pb. économiques n° 2871, 03/2005 |  |
| La désinflation est-elle un avantage méconnu de la mondialisation ? | Pb économiques n° 2852, O6/ 2004 |  |
| Quel est vraiment le sens de l'indépendance des banques centrales ? | , Pb économiques n° 2553 | P. Artus |

© Cerpeg 2005